
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CL.

Du Jeudi 3 Décembre 1789.

Séance de mardi soir.

M. Necker a envoyé à l'assemblée l'état justificatif des besoins du gouvernement jusqu'au 31 décembre signé de lui, & tel qu'il avoit été lu par M. Anson à la séance de samedi dernier.

On a lu une adresse de plusieurs négocians qui annoncent des évènements malheureux arrivés à la Martinique & qui menacent également Saint-Domingue & la Guadeloupe.

On se rappelle que les colonies réunies ont demandé un comité particulier, destiné à s'occuper de leurs intérêts.

M. de Clermont-Tonnerre a fortement appuyé cette demande, & il a proposé de former le comité d'un tiers de colons, d'un tiers de négocians, & d'un tiers qui ne soit ni l'un ni l'autre.

M. le baron de Joffé a fait valoir des considérations différentes, & il a conclu à ce que l'assemblée s'abstienne de rien prononcer sur les colonies, jusqu'à ce qu'elles aient témoigné plus particulièrement leur vœu.

M. Neirac a dit, que si les colonies demandoient une constitution, il y avoit un comité établi pour cet objet; que s'il s'agissoit de commerce & d'agriculture, il y avoit

Tome IV.

G g

encore des comités de ce genre; & qu'enfin les colonies n'avoient donné aucun pouvoir à cet égard.

M. Blin ne s'est pas mieux déclaré le partisan du comité; il a cherché de prouver, 1°. que l'assemblée n'avoit pas le droit de créer une constitution pour l'Amérique; que les colonies, semblables à l'Ecosse & à l'Irlande, devoient se constituer elles-mêmes suivant leurs besoins; 2°. que les députés de l'Amérique étoient eux-mêmes sans qualité pour voter sur la constitution, & par double vice de leur nomination & de leur représentation.

Enfin M. Goui d'Arcy a défendu le comité; & pour en faire sentir la nécessité, il a cru devoir faire le tableau des malheurs de la colonie; il a soutenu qu'il seroit impolitique de renvoyer la décision de tant d'intérêts précieux au pouvoir exécutif, dans le moment où le département de la marine étoit dirigé par un *ministre exécré qui a fait le malheur de la colonie, & qui cherche à consommer sa ruine.*

A ces mots, plusieurs membre ont interrompu l'orateur pendant long-temps. On a demandé confusement des faits & des preuves quand il s'agit d'accuser; mais M. Goui, ferme & constamment attaché à la tribune, a dit qu'il étoit formellement chargé par ses commettans de dénoncer le ministre de la marine, & à l'appui de cette mission, il a fait lecture d'une lettre arrivant de la colonie, & signée des membres du comité de département.

Avant que M. de Goui soit descendu de la tribune, M. de Curt a dit, qu'il étoit convaincu que chaque représentant avoit le droit de dénoncer un ministre coupable, & que c'étoit un devoir quand les preuves étoient acquises, mais que la plainte de M. de Goui étoit étrangère aux motifs qui ont dicté la motion du comité, & que la Guadeloupe n'avoit eu jusqu'à ce moment qu'à se louer du ministre de la marine. M. de Galbert a appuyé la demande de M. de Curt.

L'affaire des colonies a été ajournée à une autre séance.

Séance d'hier.

A peine les procès-verbaux & de nombreuses adresses ont été lues, qu'on a fait mention d'une lettre de M. l'abbé de Lubersac, qui, pour payer le quart de ses revenus, demande à l'assemblée la permission de couper un quartier de réserve d'un bois de son abbaye. Il n'a été rien répondu à cette demande.

Une autre lettre des habitans de la ville de Saint-Quentin, relativement à une nouvelle élection des membres du comité municipal, a obtenu plus de succès. Cette lettre portoit que le temps des élections des officiers municipaux étant arrivé, & ceux qui étoient en exercice ne voulant pas continuer leurs fonctions, le roi avoit accepté leur démission. Cette ville demandoit de pouvoir autoriser le comité établi à exercer toutes les fonctions dont la municipalité étoit chargée. Après quelques débats, l'assemblée nationale a décrété que, vu l'admission des officiers municipaux de la ville de Saint-Quentin, elle autorise le comité qui a été établi pour l'organisation de la garde soldée de cette ville, à exercer *provisoirement* toutes les fonctions dont ladite municipalité étoit chargée.

Plusieurs membres ont dit que presque toutes les municipalités du royaume avoient besoin d'un décret conforme à celui qui venoit d'être rendu pour la ville de Saint-Quentin, & que l'organisation des municipalités, conformément aux loix constitutionnelles, étant très prochaine, l'assemblée devoit maintenir provisoirement les choses dans l'état actuel; en conséquence l'assemblée a décrété ce qui suit :

» L'assemblée nationale décrète par provision, que les officiers municipaux actuellement en exercice dans toutes les villes & communautés du royaume, & même les corps, bureaux ou comités, qui ont été établis par les communes

pour administrer séparément ou conjointement avec les officiers municipaux, continueront d'exercer les fonctions dont ils sont en possession, & qu'il ne fera, nonobstant tout usage ou règlement contraire, procédé à aucune session nouvelle, jusqu'après l'établissement, qui va se faire incessamment, des municipalités, dont l'organisation est presque achevée. »

M. Grellet de Beauregard a rapporté qu'il avoit reçu une lettre de son bailliage, par laquelle on lui apprenoit que quelques avocats, qui avoient été nommés d'office pour être conseils de l'accusé, refusaient leur ministère à cause de l'évidence du crime. M. de Beauregard a proposé à l'assemblée de rendre un décret qui assure à l'accusé la jouissance du droit d'avoir un conseil.

On a cru devoir ajourner cette question, parce que plusieurs membres réclamoient l'ordre du jour pour les municipalités.

Il y a apparence que la question sera jugée en faveur de l'accusé, & que le ministère le plus libre cessera de l'être, lorsque la voix de l'humanité l'exigera. Le premier des orateurs ne disoit-il pas que l'on devoit prendre la défense de l'accusé, même dans les crimes évidens, ne fût-ce que pour adoucir la peine prononcée par la loi ?

M. Fréteau ayant observé que M. Mounier étoit parti sans signer un grand nombre de décrets rendus sous sa présidence : il étoit aussi instant que régulier de procéder à cette signature. M. de Clermont-Tonnerre a été chargé de cette fonction, comme étant le prédécesseur de M. Mounier.

On a repris l'ordre du jour. L'article V du comité étoit conçu en ces termes :

« Si le tiers des citoyens actifs veut accuser les officiers municipaux d'infidélité dans le maniement des deniers communs, d'avoir trafiqué des droits & intérêts de la commune, ou exercer des violences arbitraires, ils porteront

leurs dénonciations à l'administration du département, qui, après l'avoir fait vérifier par celle du district, renverra, s'il y a lieu, la poursuite devant les juges qui en doivent connoître, &c, par provision, pourra, selon la gravité des cas, suspendre de leurs fonctions les officiers prévenus. »

Cette rédaction du comité avoit excité, dans la précédente séance, des débats considérables, parce qu'il confondoit, dans la même classe, tous les délits dont les officiers municipaux pouvoient se rendre coupables.

M. de Mirabeau s'est élevé contre la rédaction de cet article, en disant qu'on y avoit confondu les objets d'administration & de pure constitution; que cet article seroit d'une exécution bien dangereuse; que ce seroit une sorte de sauve-garde & un brevet d'impunité pour les officiers municipaux, que d'exiger ou d'attendre qu'un si petit nombre de citoyens actifs se réunît pour se plaindre des vices d'administration ou des abus d'autorité, & que dans beaucoup de villages, il seroit presque impossible de trouver un certain nombre de signatures pour la dénonciation...

M. de Mirabeau a fini par demander la question préalable contre l'article.

M. Pethion de Villeneuve a développé d'autres motifs pour prouver qu'on ne pouvoit pas délibérer sur cet article.

M. Pison du Galand a discuté, avec beaucoup de solidité, la rédaction de ce même article, dont il a montré, dans plusieurs parties, la confusion des principes. Il a proposé de substituer à celui du comité, un nouvel article, qui portât, que les plaintes des particuliers sur les délits des officiers, dans l'exercice de leurs fonctions, seront signées & portées d'abord aux assemblées administratives.

M. le baron de Juigné demandoit que chaque citoyen actif put se plaindre des abus commis par les officiers municipaux.

Suivant M. de Saint-Fargeau, il falloit dire: « Tout

citoyen pourra accuser ; devant les juges ordinaires, les officiers municipaux, à la charge par lui de signer sa dénonciation, & d'en demeurer responsable. »

M. de Richier s'élevait avec force contre la disposition de l'article qui veut que si l'officier municipal est accusé d'avoir exercé des violences arbitraires, la dénonciation sera apportée à l'administration du département. « Comment peut-on tolérer, s'écrioit-il, qu'un citoyen privé de sa liberté par un officier municipal, ou ayant éprouvé de sa part toute autre violence publique, soit forcé d'aller ou d'envoyer, à une grande distance, porter sa plainte à une assemblée administrative, dont les membres peuvent encore par des intrigues ou des manœuvres lui refuser le renvoi dans les tribunaux, pour obtenir une juste réparation. »

« Les débats qu'occasionne cet article, a dit M. Barrère de Vieuzac, ne viennent que de ce qu'on ne distingue pas les *délits d'administration* des autres espèces de délits que peuvent commettre les officiers municipaux. Les premiers délits sont les seuls dont la connoissance appartient naturellement aux administrations de département : encore même s'ils peuvent donner lieu à des peines ou à des suspensions de fonctions contre les officiers prévenus ; l'assemblée administrative n'ayant point le pouvoir judiciaire, doit renvoyer ces objets aux tribunaux ; mais les violences publiques, les abus d'autorité sur la liberté civile, ne peuvent en aucun cas être renvoyés au département. J'adopte la rédaction de M. Pison du Galand, en disant que les plaintes des particuliers sur les *délits d'administration* seront signés & portés aux assemblées d'administration ».

M. Desfrégniers, membre du comité, a adopté cette qualification particulière de délits d'administration.

M. de Mirabeau a fait valoir de plus fort cette distinction en faisant sentir que les violences publiques, étoient

des attentats à la liberté & de grands délits qui ne pouvoient jamais concerner les départemens ; qu'on ne pouvoit s'empêcher de reconnoître le principe, que tout citoyen actif peut porter plainte contre un crime public des administrateurs & il a proposé de délibérer les principes qui devoient servir de bases au comité pour refaire l'article. Alors, M. le président a mis aux voix la question suivante ; « la dénonciation des *délits d'administration* fera-t-elle portée d'abord aux départemens avant d'être portée dans les tribunaux ? » Il a été décidé pour l'affirmative.

On a mis encore aux voix, si un seul citoyen actif peut-être dénonciateur des délits d'administration.

L'affirmative a été encore décidée, & l'assemblée a renvoyé l'article au comité de constitution, pour être rédigé de nouveau, d'après les deux principes qu'on venoit de décréter.

Deux autres articles, ajoutés à ceux des municipalités, avoient excité de nouveaux débats ; le premier étoit conçu ainsi :

« Les citoyens actifs, après les élections faites, ne pourront ni rester assemblés, ni s'assembler de nouveau en corps de commune sans une convocation expresse ordonnée par le conseil général de la commune, & autorisée par l'administration du département ; pourront néanmoins les citoyens se former paisiblement jusqu'au nombre de trente, en assemblées particulières, pour rédiger & faire parvenir des adresses & pétitions, soit au corps municipal, soit aux administrations de département ou de district, soit au corps législatif, soit au roi ».

M. Pison du Galand pensoit qu'il n'y avoit lieu de délibérer sur cet article.

M. Prieur demandoit seulement le retranchement de ces mots, *autorisée par l'administration du département*.

Un autre membre disoit que cet article détruisoit la li.

beité & le droit de citoyen en paroissant les ménager , parce qu'il n'y avoit pas un citoyen actif qui n'eût le droit de faire parvenir une demande , ou pétition au département.

MM. la Chaise , Reubell , Duport & de Mirabeau ont attaqué l'article.

Ce dernier disoit qu'on ne pouvoit empêcher des citoyens non armés d'être paisiblement occupés , en tel nombre qu'il leur plairoit , de préparer une pétition. Il a réclamé le principe qui défend de borner le nombre des citoyens qui peuvent être assemblés paisiblement , en ajoutant qu'on ne pouvoit déterminer que le nombre des citoyens armés.

M. Rabaud de Saint-Etienne ayant voulu défendre la rédaction du comité , M. de Mirabeau l'a vivement réfuté , & M. Rabaud lui a répondu : « Le préopinant n'a pas bien entendu mon opinion ; le comité demande de conserver les deux principes , le premier d'éviter l'insurrection , & l'autre de sauver la liberté ».

D'après toutes ces difficultés , l'assemblée avoit renvoyé l'article au comité de constitution , pour être rédigé de nouveau.

C'est pour rapporter le nouveau travail du comité , que M. Target a pris la parole , & les nouveaux articles ont été décrétés sans aucune difficulté.

Voici les termes dans lesquels ils sont conçus.

ARTICLE PREMIER.

« Tout citoyen actif de la communauté peut signer & présenter contre les officiers municipaux , la dénonciation des délits d'administration , dont il prétendra qu'ils seront coupables ; mais avant de porter cette dénonciation devant les tribunaux , il sera tenu de la porter à l'administration ou directoire du département , qui , après avoir pris l'avis de l'administration ou directoire de district , renverra , s'il y a lieu , devant les juges qui en doivent connoître. »

A R T. I I.

Après les élections, les citoyens actifs de la communauté ne pourront rester assemblés, ni s'assembler de nouveau en corps de commune sans une convocation expresse, ordonnée par le conseil général de la commune, qui ne pourra le refuser, si elle est requise par le sixième des citoyens actifs dans les communautés au-dessous de 4000 âmes, & par 150 citoyens actifs dans toutes les autres communautés.

A R T. I I I.

Les citoyens actifs pourront se réunir paisiblement & sans armes, en assemblée particulière, pour rédiger & faire parvenir les adresses & pétitions, soit au corps municipal, soit aux administrations de département & de district, soit au corps législatif, soit au roi, sous la condition d'en donner avis au corps municipal, & de députer 10 citoyens pour porter les adresses ou pétitions.

M. Target a lu ensuite un quatrième article qui a causé de longs débats; il est conçu ainsi :

« Les citoyens chargés de la perception des impôts indirects, tant que ces impositions subsisteront, & ceux qui occupent des places de judicature, ne pourront être en même temps membres des corps municipaux.

M. Burron, avocat du roi à Fontenai en Poitou, a défendu avec beaucoup de force la cause des magistrats, il craignait que cette exclusion des municipalités ne portât une sorte de dégradation sur les magistratures. « D'ailleurs, disoit-il, vous ne devez plus voir, en faisant la constitution, les magistrats dans l'ancien ordre des choses; la révolution va les rendre électifs; ils n'auront aucun vice aristocratique; comment pourroit-on gêner la confiance des peuples, lorsqu'ils voudront leur conférer des places municipales: il y a plus, c'est qu'à l'avenir, les fonctions des juges seront beaucoup moins surchargées de travail; ils pourront réunir les fonctions municipales à celles de

magistrature ; en un mot ils sont citoyens , ils doivent en exercer tous les droits ».

Un autre magistrat a porté la parole , mais pour contrarier l'opinion précédente. M. Angor , en adoptant l'article du comité , se fondeoit sur la déclaration des droits qui dit , qu'il n'y a point de bonne constitution sans une division exacte des pouvoirs. Il ne trouvoit point l'article complet , & il a proposé d'exclure des places municipales tous les citoyens employés dans le militaire & dans les milices nationales.

M. Long , quoique magistrat , adoptoit aussi l'article , quant aux municipalités , & le rejettoit pour les autres parties de l'administration.

M. de Clermont-Tonnerre s'est déclaré contre l'article. Il ne vouloit aucune exclusion pour des places auxquelles tous les citoyens ont droit , parce que si l'on faisoit des exceptions contre les juges , il n'y avoit pas plus de raison de n'en pas faire contre les autres états.

M. Mongeon a dit qu'il croyoit avoir des préjugés à combattre , en parlant en faveur des magistrats , mais que la force de la vérité l'entraînoit à attaquer l'article. Il a fait valoir , avec beaucoup d'énergie , les officiers des tribunaux inférieurs qui n'avoient jamais cessé de défendre la cause du peuple , & qui avoient toujours obtenu de lui la nomination aux places municipales , surtout dans les petites villes : « Comment d'ailleurs , ajoutoit-il , veut-on priver le peuple des lumières des magistrats , qui plus accoutumés aux affaires & aux formes de la justice , peuvent administrer avec plus de soin les revenus & la police des communautés. »

M. Reubell étoit moins indulgent ; il excluoit des municipalités tous ceux qui avoient une portion libre ou forcée du pouvoir exécutif ; il demandoit enfin à ceux qui disent qu'il ne doit pas y avoir d'exclusion contre les juges , s'ils pensoient en leur conscience que l'élection d'un candidat

fut vraiment libre ; si les juges étoient dans le nombre de ces mêmes candidats.

La même opinion a été soutenue par M. de la Chaîse, « quoique chef d'un tribunal, disoit-il, je pense que ce seroit réunir trop d'autorité, que d'être à la fois officier municipal, & juge ; mais je demande qu'on mette aussi dans l'exclusion, les receveurs des impôts directs, & ceux qui sont comptables aux communautés »

M. l'abbé Mauri s'est déclaré le patron de la magistrature dont il a célébré le mérite & les connoissances, & c'est ce que personne ne contesloit, il ne voyoit aucun danger dans la réunion du pouvoir municipal & des fonctions de juge. « L'autorité municipale, disoit-il, n'est pas une autorité politique ; c'est une autorité de famille & de cité, que le peuple confère librement & pour un temps ; d'ailleurs, les formes du scrutin sont un grand bouclier contre l'influence dont on menace les électeurs. Enfi, exclure les magistrats, ce seroit les flétrir & altérer la confiance dont ils ont besoin. »

M. l'abbé Mauri défendoit avec le même zèle les percepteurs des diverses sortes d'impôts, soit directs, soit indirects. « Quelle différence y a-t-il donc, s'écrioit-il, entre les collecteurs des uns & des autres ? Qu'y a-t-il d'infamant dans les fonctions de celui qui perçoit l'impôt ? Je demande que la constitution n'exclue personne : que les municipalités nomment qui elles voudront pour leurs officiers, & que l'on donne à tous les citoyens actifs la plus grande latitude de pouvoir »

Selon M. Fizon du Galand, on devoit ajourner cet article jusqu'à ce qu'on eut statué sur les impôts & sur l'organisation des tribunaux judiciaires.

« Je vois avec peine, a dit M. Barrère de Vieuzeac, que l'on veut présenter cet article comme une exclusion odieuse, tandis qu'il ne constate que l'incompatibilité naturelle qui ne peut affliger ni dégrader personne. Autant

je suis éloigné d'adopter le principe du comité pour les districts & les départemens, autant je m'empresse d'y souscrire pour les municipalités. L'admission des juges aux fonctions municipales seroit la confusion de deux espèces de pouvoir judiciaire dans les mêmes mains; le magistrat municipal est mi-parti d'administration, de police & de justice; le magistrat ordinaire est également revêtu du droit de juger.

« L'incompatibilité de ces doubles fonctions est encore plus sensible, si l'on pense que celles des municipalités sont toutes en commandement, & celles des tribunaux, toutes en délibérations.

» D'ailleurs les tribunaux judiciaires doivent connoître des délits commis par le magistrat municipal. Comment tolérer que l'officier accusé soit en même temps membre du tribunal qui doit juger l'accusation ?

» L'influence des juges sur la fortune, l'honneur & la vie des citoyens, n'est-elle pas assez grande dans la société, pour qu'on ne l'augmente pas encore par un autre genre d'autorité. Il importe à la liberté civile que le citoyen ne trouve pas le même individu dans tous les tribunaux de la ville qu'il habite; enfin, par cette division des fonctions publiques, il y aura plus de citoyens en activité, plus de liberté dans les administrations municipales & moins de despotisme dans les mains des hommes revêtus de pouvoir. »

M. Desmeuniers a terminé la discussion au nom du comité; il a fondé l'exclusion des magistrats :

1°. Sur le danger qu'un juge soit à 20 ans officier municipal :

2°. Sur l'influence qu'il a sur les électeurs de son ressort :

3°. Sur l'assiduité qu'exigent les fonctions des juges :

4°. Sur le respect & l'autorité dont ils doivent jouir, & qu'ils perdroient bientôt, si d'autres citoyens leur étoient préférés dans d'autres élections; ainsi le comité a pensé

que, pour honorer la magistrature, il falloit ne pas les exposer à l'humiliation de n'être pas choisis pour les places municipales.

« Quant aux militaires, ajoutoit M. Desmeuniers, je ne vois aucun danger à les admettre. Dans le nouvel ordre de choses, les citoyens n'auront rien à craindre ni à espérer des militaires, & il vaut mieux qu'ils viennent se mêler parmi les citoyens, & prendre l'esprit de patriotisme & d'administration dans les municipalités.

» Il n'y a point de parité entre les collecteurs des impôts directs & indirects : les premiers sont nommés par le fisc, & les autres le sont par le peuple ; quant à ceux-ci, il n'y a aucun inconvénient à les admettre dans les municipalités.

M. Fréteau a proposé pour amendement de dire, *les officiers de justice, pendant le temps qu'ils seront revêtus de leurs offices.*

M. Long a réclamé une exception pour les départemens & les districts, M. Target a répondu que cela ne concernoit que les corps municipaux.

On a demandé la division de l'article, qui a été refusée.

L'ajournement a été réclamé tout aussi inutilement, & l'article du comité a été décrété tel qu'il a été mis plus haut.

M. le vicomte de Mirabeau a fait lecture d'une lettre adressée par le ministre de la marine, à M le président, relativement au discours de M. Gouy d'Arcy, à la séance du mardi soir. Voici la teneur de cette lettre.

Paris, ce 2 Décembre, 1789.

M. LE PRÉSIDENT,

Plusieurs de MM. les membres de l'assemblée nationale, ont daigné me donner hier au soir une marque d'intérêt ; ils m'ont fait savoir que sur la motion d'établir un comité relatif au régime des colonies, M le marquis de Gouy d'Arcy avoit parlé ; qu'il avoit dirigé contre moi des re-

proches d'une nature grave & réellement injurieux, quoique vagues par leur objet, & étrangers même à la question agitée.

Dans les circonstances présentes, quiconque a besoin de rendre favorable ou l'opinion qu'il soutient ou la cause qu'il défend, cherche à y lier de quelque manière que ce soit, des plaintes contre les ministres du roi. Je pense que l'administrateur pur & vertueux, ne peut, ne doit en général opposer à cet artifice usité & à la calomnie qui le poursuit, que sa conduite, sa fermeté & son silence.

» Ce seroit néanmoins manquer gravement à soi-même, & affecter une négligence coupable de sa réputation, que de ne point s'efforcer de dévoiler la vérité aux représentans de la nation, quand il leur a été prononcé un discours qui a même pu faire impression sur les esprits.

» Je desire, ou que l'on m'entende, (je l'ai fait demander dans une autre occasion; je suis, je serai toujours prêt à donner les éclaircissemens les plus détaillés,) ou si l'on diffère, que M. le marquis de Gouy d'Arcy soit tenu d'articuler des faits, de produire, de me communiquer les pièces au soutien; & quoique je ne sache pas encore précisément ce qui a été ou sera avancé contre mon administration, me reposant sur ma seule conscience, j'ose assurer que la réfutation en sera complète.

» L'assemblée nationale, lorsqu'elle m'a compris, au mois de juillet dernier, dans le nombre des ministres qu'elle invitoit le roi à rappeler près de sa personne, a daigné me donner un témoignage de son estime, qui me sera toujours cher & précieux; je m'engage à le justifier & à prouver qu'elle n'a honoré de son suffrage qu'un administrateur incapable de trahir son devoir.

» Oserois-je vous prier d'être auprès d'elle l'interprète de mes sentimens, de mon respect & de mon vœu. Je suis avec respect; M. le président, votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Signé LA LUZERNE.

Cette lettre a excité quelques murmures dans une partie de l'assemblée, & des applaudissemens dans l'autre.

M. le duc de Liancourt a demandé que, dans la réponse qui sera faite à M. de la Luzerne, M. le président lui témoigne que ce n'est pas un moyen de plaire à l'assemblée, que d'attaquer les ministres du roi, & cette phrase, a-t-il ajouté, doit lui paroître irrespectueuse.

M. Dambli a fait diversion à cette juste observation, en demandant qu'il fût décrété que tout dénonciateur dans l'assemblée, fût obligé de fournir les preuves sur le bureau, & d'être exclus s'il étoit calomniateur.

M. de Goui d'Arci a pris la parole. » Je vous confirme, a-t-il dit, tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire hier contre M. de la Luzerne. Il s'est trouvé, dans mes expressions, une dénonciation ou une injure; s'il y avoit une injure, l'assemblée seule auroit pu me rappeler à l'ordre, & ce ne seroit pas au ministre à lui indiquer la conduite qu'elle doit me faire tenir. S'il n'y a qu'une dénonciation, je n'ai pas besoin de l'autorisation ministérielle, pour prouver que je n'ai rien avancé dont je n'aie reçu une mission expresse de mes commettans, & dont je ne sois en état d'administrer les preuves. »

M. de Mirabeau a dit qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur la motion de M. Dambli.

» Je ne connois pas, a-t-il dit, les preuves dont M. de Goui d'Arci peut faire usage; mais je regarde la lettre du ministre comme irrespectueuse envers l'assemblée. Quant à la motion de M. Dambli, il me semble qu'on ne peut pas préjuger par un décret, qu'un député de l'assemblée nationale soit présumable d'être un calomniateur. Sans doute un député peut s'en rendre coupable comme un autre, mais comment voudroit-on décréter cette grande question qui n'a pas été agitée, savoir: si dans le cours de la session, vous pouvez renvoyer un homme qui a reçu un mandat de ses commettans ? »

Des murmures dans une partie de la salle ayant arrêté l'orateur, il a repris ainsi :

« Sans prétendre rien dire qui ne soit favorable à la conduite & à la morale du ministre de la marine, dont je n'ai entendu dire du bien, je déclare que la phrase citée de la lettre manque de respect, en tant qu'elle est adressée à un membre de l'Assemblée ; je déclare que les vrais amis de la liberté auront toujours horreur de ceux qui voudront établir le dogme de l'inviolabilité des ministres & de la responsabilité des députés. Je demande que toute formule & motion qui blesseroit la sainte liberté, qui est notre devoir, soient repoussées. »

« J'étois à l'armée dès l'âge de 12 ans, a répliqué M. d'Ambly ; je n'ai pas appris à faire des phrases, mais je fais faire autre chose. Il a été fait des dénonciations à la séance d'hier au soir ; il n'est pas de la dignité de l'Assemblée d'écouter des dénonciations sans preuves. Je demande, pour la tranquillité de l'Assemblée, que nous ne soyons pas interrompus, & que ma motion soit mise aux voix. »

Malgré cette motion plus militaire que législative, MM. d'Estournel & de Virieux ont demandé l'ajournement ; d'autres ont insisté pour la question préalable. M. de Montlausier & quelques autres, pour qu'on ne délibérât pas quant à présent. Il s'est élevé un bruit affreux & des débats très-violens sur la manière de poser la question, & sur la priorité des différentes demandes. C'étoit le combat de la flatterie contre la liberté. Enfin on a pris le parti de lever la séance.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-cinquantième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.